

CYCLE DE CONFERENCES
SUR LES RELATIONS ENTRE LA SUISSE ET L'AFRIQUE DU SUD
Organisé par le CETIM et l'IUED

Titre de la conférence:
Eglises et œuvres : de quel côté ?
8 mai 2003

Par Eric Morier-Genoud

I. INTRODUCTION

Je fais partie du PNR42+, groupe Prof Harries- U. of Basel. On travaille sur la DDC et les églises suisses en CH & RSA

Je vais parler que des églises en CH. Pas églises CH en RSA même si très intéressant et important. Mais dirai quand même : des catholiques et des protestants suisses en RSA. Catholiques principalement dans Transkei et Natal ; Protestant dans le Transvaal. 1959, il y avait 3'000 suisses en RSA, dont 200 missionnaires.

Je vais donc parler des églises suisse en Suisse face à la question de l'Apartheid. 2 périodes distinctes :

- 1) 1970s – controverse autour PLR du COE
- 2) 1980s, question des sanctions et bankengespäche.

Titre de la conférence est «E. & O: de quel côté ? ». Je ne donnerai pas réponse. Veux plutôt faire reconstruction historique, donner éléments pour comprendre quels choix on été fait dans quel contexte, sous quelles contraintes. Vous jugerz ensuite vous-même.

II. 1970s

La première chose à mentionner à ce sujet c'est que 1970s = période particulière avec avènement de mouvements sociaux radicaux (e.g. Mai 1968) et l'émergence d'un discours sur le 3/Monde (développement et sous-développement). En CH : création MAAS (1966), Déclaration de Berne (1968), Magasins du Monde (1974), etc. Beaucoup de religieux dans ces org, car chez catholiques y a Vatican II et coté protestant et catholiques apparition théologie radicale/de la libération.

La question de l'Afrique du Sud et Apartheid émerge sur la place publique suisse avec la création du PLR du COE en 1968-70. Quelques remuements en 1966 avec procès de Rivonia (Mandela et Sisulu) ce qui amènera à la création du MAAG (futur MAAS). Mais relativement marginal, i.e. pas débat publique. C'est bien le PLR qui met l'Apartheid sur la place publique suisse pour la première fois.

PLR = Programme de Lutte contre le Racisme, progr. Qui cherche à lutter contre le racisme en soutenant association, organisation et même mouvement de libérations qui travaillent contre racisme. Choix stratégique de se focaliser sur Afrique australe, car bcp régime racistes (RSA, Rhodéise et colonies portugaise) sans compter que Apartheid justifié théologiquement par DRC.

PLR créé en 1968 et commence distribuer fonds en 1970 – Frs 200'000.- la première année. Donne à ass, org et mvt lib dont ANC. Aide humanitaire, non-militaire, mais n'en crée pas moins scandale, au niveau mondial et suisse. Mondial, RSA dénonce très fortement décision; certaines églises dont Armée du Salut abandonne COE en conséquence.

Scandale en Suisse dans journaux et Parlement tout d'abord. Journaux de gauche en faveur, mais ceux de la droite, de *La Nation*, *L'Ordre Professionnel*, *l'Opinion Libérale* à la *NZZ* dénonce ce qu'il présente comme aide direct ou indirect à des luttes de libération nationale. Certains mentionnent aussi déséquilibre car pas de soutien à la lutte contre le communisme et d'autres encore parle d'abus par la COE de la neutralité suisse. Débat au Parlement où Schwarzenbach, de sinistre mémoire, attaque COE - Ziegler lui le défend.

Division et controverse au sein des églises suisses aussi. Certaines églises comme Genève soutienne fortement le COE, d'autres comme Bâle-ville sont contre. Entre les deux, org. comme Entraide Protestante qui ne soutiennent pas financièrement COE, mais transmet tout dons faits pour le COE – autrement dit n'aide pas directement, mais s'offre comme conduit pour des fonds pour le COE.

La FEPS va elle hésiter et finalement transiger. Pas pour, mais pas vraiment contre. Fait appel à la prudence qui amène beaucoup à s'abstenir. Position peu courageuse. Mais faut comprendre :

- 1) que FEPS est une fédération, donc structure peu amène à position forte/prophétique
- 2) pression sur églises et FEPS par milieux économiques qui menacent d'arrêter de payer les impôts ecclésiastiques dans les cantons où ils sont facultatifs.

Dès 1975 toutefois, la FEPS décide de passer à l'action et elle s'engage dans la voie du dialogue. D'une part avec les églises racistes sud-africaines qui légitime l'Apartheid (DRC) et d'autre part avec

les entreprises suisses qui travaillent en RSA (Nestlé, ABB, etc.). Ces négociations dureront jusqu'en 1982 et n'aboutiront à rien. La COTMEC parle de dialogue ambigu en relation aux discussions avec les entreprises ; le FEPS abandonne les discussions reconnaissant que ça ne va nul part.

Deux choses à dire à ce propos :

- 1) COE avait déjà essayé de discuter avec les églises racistes sud-africaines dans les années 50 et 60, sans succès. Autrement dit, dans la meilleure des hypothèses, l'initiative de la FEPS était redondante.
- 2) ces discussions lancées alors que des franges plus radicale des églises veulent passer à des sanctions et elles ont comme effet de couper l'herbe sous les pieds des radicaux. 1978 par exemple initiative « halte à la collaboration » lancée et église GE, qui pourtant progressiste, va refuser soutenir initiative car FEPS en RSA et se doivent, dans hiérarchie, d'attendre leur retour avant de soutenir alternative...

III. 1980s

Nouvelle époque, plus radicale et où cristallisation des position.

- Black Consciousness, Soweto 1977, ABRESA (1981)
- Indép Moç & Angola (1975) et Zimbabwe (1980)
- Réponse régime blanc = Total Strategy (1980) – incursions pays voisins, guerre à opposition et même bombe contre SACC jusqu'aux deux états d'urgence (1985 et 86)

En Suisse, aussi radicalisation :

- Banques et économie suisse toujours plus impliquée en RSA
- Création nouvelles organisation pro-Apartheid comme Amis de l'Afrique du Sud où pasteurs
- MAAS, après période creuse, redémarre avec nouvelle directrice Tavaglione de l'Alliance Luthérienne Mondiale
- COE décide de passer à la « phase négative » de sa lutte contre le racisme. PLR était phase positive – phase négative = sanction de ceux qui soutiennent racisme. Ainsi COE retire en 1981 son argent de la SBS et UBS et dès 1985 milite ouvertement pour sanctions contre RSA et pour soutien aux pays de la ligne de front/SADC.

Eglises suisses ? Radicalisation aussi. DB, MagMonde et MAAS appelle au boycott d's 1982 et Conférence Romande du Travail, syndicats chrétien, applique. A niveau supérieur, catholique et protestants tjrs plus vocal contre Apartheid. S'engage aussi dans discussion avec gouvernement, Conseil Fédéral, sans grand succès. Ce dernier ne veut faire que de la diplomatie discrète et des mesures positives...

Dès 1985, FEPS et catholiques (CES) s'engage à nouveau dans discussion avec les entreprises, ou plus exactement avec les seules banques cette fois. But ? Les convaincre soit d'arrêter leur prêt à la RSA soit, au moins, mettre des conditions à ces prêts. Conditions politique : ouverture de négociation avec l'opposition ou intégration dans gouvernement d'africains.

Dialogue églises-entreprise (*bankengespräche*) commence 1986 – 5 rencontres. Finira en 1989 suite à mensonge de la part des banques. En effet, lors dernière réunion 1989, banques disent aux églises de ne pas se faire de souci, car elle ne vont pas signer d'accord avec RSA avant prochain meetings. En réalité signé un accord le jour d'avant... Quand églises découvrent, rompent le dialogue car comprennent que ce sont fait rouler dans la farine. Seule malhonnêteté ? Certes, mais aussi naïveté des églises. Elles ne négociaient pas mais cherchaient à convaincre les banques. Cette critique d'ailleurs faite par certains dans église et par consultant des églises (CANICOR). Autrement dit église ne position de faiblesse voire s'étaient elles-même mises en position de faiblesse.

IV. CONCLUSION

Négociation bq-églises comprenait discussion entre gens églises RSA et entreprises et banques en Suisse. Ainsi en 1988 deux évêques RSA viennent en CH. Lors éréunion avec Ciba Geigi, évêque Mwemwe est informé qu'il ne comprend rien ; les représentants l'insulte personnellement alors que les Friends of Springbok le traite de communiste...

Cela ainsi que malhonnêteté des banques lors *bankengespräche* va amener radicalisation églises. Mais cela alors que Mandela & al. libérés. Conséquence viendra donc plus tard : les églises appuieront la campagne contre la dette odieuse et les réparations et elles soutiendront au parlement un commisions d'enquête sur soutien suisse à Apartheid.

Vous connaissez évolution aujourd'hui – comission devient seule PNR et *class action* risque de se simple négociation entre bq-RSA pour payer dédommagement. Ce qui intéressant c'est que depuis environ une année, les églises en RSA et CH ont commencé à se diviser. Alors que la

majorité/certains veulent tjrs jugement au tribunal afin de créer précédent moral-légal, pour que banques suisses ne puissent plus répéter ce genre d'expérience, certains maintenant aimeraient négociations avec banques pour résoudre le problème rapidement, à l'amiable.

Centre Europe-Tiers Monde (CETIM)
Rue Amat 6
1202 Genève
Suisse
www.cetim.ch